

The Enduring Crown Commonwealth: The Past, Present, and Future of the UK-Canada-ANZ Alliance and Why It Matters

Un manifeste inspirant pour le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni.

Smith, Michael J., et Stephen Klimczuk-Massion, *The Enduring Crown Commonwealth: The Past, Present and Future of the UK-Canada-ANZ Alliance and Why It Matters*, Rowman & Littlefield Publishers, Lanham, Maryland, U.S.A., 2023, p. 502.

PAR J. WILLIAM GALBRAITH

J. William Galbraith a été fonctionnaire fédéral pendant 30 ans dans les domaines de l'examen des investissements, du renseignement et de la politique de sécurité nationale. Il a pris sa retraite en tant que directeur général du bureau du commissaire du CST en 2018. Avant sa carrière dans la fonction publique, il a passé sept ans au Conference Board du Canada. M. Galbraith est titulaire d'un baccalauréat spécialisé de l'Université Carleton et d'un diplôme d'études supérieures de deux ans, avec grande distinction, de l'Université libre de Bruxelles. Il est l'auteur de « John Buchan : Model Governor General. »

« L'année qui vient de s'écouler a été une année de grande inquiétude et de troubles dans le monde entier. » [TCO] En effet! Cette citation figurait toutefois dans le message du jour de l'an 1937 du gouverneur général du Canada, Lord Tweedsmuir (1935-40). Il était plus connu sous le nom du célèbre auteur John Buchan. Cette période précédant la Seconde Guerre mondiale a vu le Japon envahir et occuper une partie de la Chine, la guerre civile en Espagne, l'Italie fasciste conquérir l'Abyssinie (Éthiopie) et les troupes d'Hitler réoccuper la Rhénanie. Dans ce contexte sombre, les discours et les activités de Tweedsmuir encouragent l'unité canadienne, en mettant l'accent sur la « loyauté envers le Canada et le Roi du Canada » [TCO] en libre association avec les autres pays du Commonwealth. Le Canada a trouvé son rôle dans le monde après le Statut de Westminster de 1931, qui lui a officiellement donné (ainsi qu'aux autres Dominions) la responsabilité de sa propre politique étrangère.

Dans un monde où les régimes dictatoriaux défient à nouveau la démocratie, *The Enduring Crown Commonwealth : The Past, Present, and Future of the UK-Canada-ANZ Alliance and Why It Matters* est un ouvrage important qui devrait être lu par les praticiens de la politique étrangère, les universitaires et les parlementaires. Les coauteurs, Michael J. Smith et Stephen Klimczuk-Massion, ont fourni ce que l'historien Andrew Roberts décrit comme un « manifeste opportun et inspirant pour l'avenir » [TCO]. Le professeur Roberts souligne l'urgence du moment choisi pour la rédaction de cet ouvrage et sa

nature prescriptive, en partant de la déclaration des auteurs selon laquelle « les États-Unis ne sont plus prévisibles. » [TCO] M. Roberts n'aurait jamais pensé être d'accord avec un tel sentiment, mais il ajoute que « dans un monde où les États-Unis trébuchent et sont incertains de leur rôle, leurs alliés doivent être aussi unis que possible. » [TCO]

Le principe de base de cet ouvrage est qu'en tant que pays qui partagent « une langue, une histoire et une culture de gouvernance » [TCO] ainsi qu'un chef d'État, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni (CANZUK) devraient logiquement collaborer plus étroitement dans un monde multipolaire où l'axe formé par la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord remet en cause les démocraties. Les nations du CANZUK, géographiquement dispersées, n'ont cessé d'intensifier leurs relations au cours des dernières décennies et, après une période où chacune a cherché sa voie dans l'après-Seconde Guerre mondiale, elles se sont rapprochées en « termes de commerce, de défense, de coordination de la politique étrangère, de liberté de circulation, de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles et d'autres liens nouveaux et plus profonds. » [TCO]

Selon les termes de l'universitaire australien Peter Boyce en 2008 : « Le développement de constitutions non révolutionnaires au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande peut être considéré comme un témoignage du génie des institutions et des pratiques politiques d'origine britannique et de Westminster. » [TCO] Au Canada, nous trouvons un commentaire similaire de

Michael Ignatieff, alors professeur, lors d'une présentation au ministère des Affaires étrangères en 2004 : « Nous avons des raisons d'être fiers de notre loyauté envers les institutions britanniques, fiers de notre accession pacifique à l'indépendance nationale. » [TCO] La vague actuelle de haine de soi hypercritique et de déconstruction dite *woke* qui déferle sur l'Occident ne diminue en rien les réalisations des pays profondément engagés en faveur de la démocratie et qui restent des pôles d'attraction pour les immigrants et les réfugiés du monde entier à la recherche d'une vie plus libre et plus sécuritaire.

Ce livre stimulant est divisé en trois grandes parties chronologiques, avec de nombreux sous-titres qui sont en fait des essais indépendants. Le lecteur est guidé dans une progression détaillée et analytique depuis « l'ascension et la chute du Commonwealth de la Couronne » [TCO] jusqu'à la reconversion des quatre principales anciennes colonies, le CANZUK, en une « puissante alliance internationale » [TCO] espérée, mais non garantie. Les auteurs ne sont ni des nostalgiques de l'ancien Empire ni des rêveurs pour l'avenir, mais ils font preuve de perspicacité, de pragmatisme et de rigueur dans leur exploration de ce thème.

L'accession au trône de la reine Élisabeth en février 1952 et son couronnement en juin 1953 ont créé un climat d'euphorie dans la Grande-Bretagne d'après-guerre et dans le Commonwealth. Il s'agit du « point culminant d'un esprit commun que partagent les Britanniques, les Canadiens, les Australiens, les Néo-Zélandais et bien d'autres. » [TCO] Deux événements importants sont venus renforcer cette situation : la formation d'une division du Commonwealth, sous les auspices des Nations Unies, au début de la guerre de Corée en 1953, et la tournée de six mois de la Reine Elizabeth dans le Commonwealth à bord du Royal Yacht Britannia, en 1953-1954. Les auteurs mettent l'accent sur les effets de la présence de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et en Australie, soutenant l'idée que le monarque passe du temps et « réside » dans les différentes anciennes colonies, un thème abordé plus en détail dans la suite de l'ouvrage.

La visite royale de la Reine au Canada en 1959, également avec le Britannia, pour inaugurer la Voie maritime du Saint-Laurent, vingt ans après la toute première visite d'un monarque au Canada en 1939, a été couronnée de succès, mais l'humeur euphorique a été plutôt tempérée. Les auteurs distinguent astucieusement le « sentiment d'appartenance à la Grande-Bretagne » [TCO] des Canadiens, Australiens et Néo-Zélandais, qui existait encore à l'époque, du fait que ce sentiment « n'équivalait pas automatiquement à une loyauté inconditionnelle à l'égard de la Grande-Bretagne. » [TCO] C'était une période « crépusculaire » [TCO] pour le CANZUK.

La crise du canal de Suez a catalysé cette période dite « crépusculaire » [TCO] lorsque l'Égypte a pris le contrôle du canal en 1956. La Grande-Bretagne et la France ont tenté de reprendre le contrôle, mais en vain. L'épisode a divisé le Commonwealth. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont soutenu l'intervention de la Grande-Bretagne, le Canada et l'Afrique du Sud se sont abstenus et les membres asiatiques du Commonwealth s'y

sont opposés. C'est une période déterminante pour le Canada, car Lester Pearson, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, a joué un rôle déterminant dans l'organisation de la première force de maintien de la paix des Nations Unies à grande échelle, ce qui lui a valu le prix Nobel de la paix en 1957.

Les retombées de la crise de Suez ont enveloppé la monarchie, entraînant des critiques publiques de la part des médias et même d'un membre de la Chambre des Lords, y compris des « attaques personnelles sans précédent » [TCO] contre la Reine. La situation a marqué « la fin de la dissuasion. » [TCO] Le déclin de la Grande-Bretagne l'a incitée à se pencher sur l'intégration qui s'opérait sur le continent dans les années 1950.

Au cours des décennies suivantes, la Couronne a perdu de son lustre dans les anciennes colonies. Au Canada, le gouvernement de Pierre Trudeau a introduit l'unification des forces armées en 1968, « un désastre pour le moral. » [TCO] En tant que cadet de la marine à bord du NCSM *Preserver* pendant plus de deux mois au début de 1971, j'en ai entendu et vu les répercussions. Le terme « Royale » disparaît de la marine et de l'aviation dans les Forces armées canadiennes unifiées. En Australie, en 1975, une crise constitutionnelle a éclaté avec la destitution du premier ministre Gough Whitlam par le gouverneur général Sir John Kerr. Cela a mis en colère de nombreux Australiens, bien que les experts constitutionnels aient déclaré que le gouverneur général pouvait le faire en vertu des pouvoirs en vertu de la prérogative de la Couronne. Le Parti travailliste, furieux, inclut dans sa constitution un article explicite visant à débarrasser le pays de la monarchie.

Les auteurs examinent les contextes géographiques et culturels de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Canada, qui ont servi de catalyseurs aux forces républicaines et au sentiment de distanciation par rapport à la monarchie. En Australie et en Nouvelle-Zélande, l'orientation vers l'Asie est de plus en plus marquée. En Grande-Bretagne, le Commonwealth a été dépassé par l'attrait croissant de l'intégration sur le continent; la Grande-Bretagne a intégré le marché commun européen en 1973. Au Canada, les États-Unis ont pris une place de plus en plus importante sur le plan économique et culturel et sont devenus un élément déterminant de l'identité canadienne : le fait de ne pas être américain.

Il y a une analyse pertinente de la montée en puissance du mouvement républicain en Australie. Après 13 ans de gouvernement travailliste (1983-1996), les auteurs décrivent habilement comment « le monarchiste résolu » [TCO] John Howard a « renversé la situation avec perspicacité » [TCO], en battant le parti travailliste lors d'une élection générale et en rejetant la question républicaine lors d'un référendum national en 1999. Comme le soulignent les auteurs de manière cinglante, « l'Australie, a-t-on dit au monde, voulait un chef d'État élu, et maintenant elle en avait un » [TCO]—le point « où le paradoxe perd sa contradiction [et] que le gardien ultime de la démocratie est une figure de proue non élue, » [TCO] Les auteurs reconnaissent que le résultat du référendum « n'était pas tant que les Australiens étaient amoureux de la monarchie dans les années 1990, mais

qu'ils étaient beaucoup moins amoureux de l'option républicaine. » [TCO] Ils remarquent aussi à juste titre plus loin, dans la conclusion, que plus de vingt ans après le référendum, les dysfonctionnements politiques actuels de la République américaine n'encouragent pas l'option républicaine.

Au-delà de l'Australie, on assiste à une sorte de restauration. En 1996, le gouvernement travailliste néo-zélandais a mis fin à l'utilisation des distinctions britanniques « pour mieux tenir compte de l'identité néo-zélandaise » [TCO] et, en 2000, a aboli les titres de chevalier, instituant à la place un ordre du mérite néo-zélandais. Toutefois, en 2009, un nouveau gouvernement (Parti national) a rétabli les titres de chevalier au sein d'un ordre basé en Nouvelle-Zélande. Dans l'ensemble des anciennes colonies du CANZ, les efforts déployés pour conserver la plus célèbre des récompenses pour actes de bravoure, la Croix de Victoria, ont triomphé face à la volonté de renforcer l'identité nationale et de remplacer cette récompense. Au Canada, le terme « Royale » a été rétabli dans la marine et l'aviation canadiennes en 2011.

Pendant la même période, au Canada, la nomination d'Adrienne Clarkson au poste de gouverneur général (1999-2005) a redonné vie à la fonction après sa dégradation pendant 25 ans par des premiers ministres soumettant des noms d'anciens politiciens pour la plupart ennuyeux. M^{me} Clarkson, célèbre présentatrice de télévision, journaliste et agent général de l'Ontario à Paris, « a redonné à la Couronne et à son bureau une place de choix avec intelligence, style et panache ». [TCO] Elle a beaucoup voyagé, mettant en valeur le Nord du Canada et la relation spéciale entre la Couronne et les peuples autochtones. Sa nomination et son approche rappelaient l'un de ses prédécesseurs qu'elle admirait beaucoup, Lord Tweedsmuir. Son époque n'était toutefois pas exempte de critiques, comme en témoigne le sous-titre des auteurs « Reine Adrienne », [TCO] qui fait allusion à sa référence en tant que chef d'État.

Le changement d'humeur, plus positif et bipartisan, à l'égard de la monarchie au Canada s'est fait sentir dans le texte d'une déclaration de l'honorable Stéphane Dion, ancien chef du Parti libéral, en réponse à une motion du gouvernement conservateur, célébrant la naissance en 2013 du prince George (aujourd'hui deuxième dans l'ordre de succession au trône). M. Dion a expliqué « pourquoi l'institution de la monarchie est plus qu'une relique du passé et pourquoi elle reste pertinente pour le Canada en ce début de 21^e siècle. » [TCO]

Qu'est-ce qui est à l'origine de ce changement d'humeur à l'égard de la Couronne? Les auteurs expliquent, avec un humour sarcastique dans le contexte de l'Australie, mais qui s'applique plus largement, que « si le retour inattendu de la popularité de la monarchie a causé un préjudice psychologique aux nombreux nationalistes, [...] ils peuvent, du moins en partie, remercier les millénariaux pour cela. » [TCO] Une nouvelle génération de membres de la famille royale a attiré l'attention de la jeune génération. Les auteurs notent que dans le cas de l'Australie, la génération plus âgée qui s'est prononcée en faveur d'une

république lors du référendum a été considérée comme élitiste et déconnectée de la réalité.

Cependant, si la monarchie dépend de la personnalité et de la célébrité pour sa popularité, c'est une base fragile. Plus j'avancais dans le livre, plus je m'attendais à trouver des références, voire un essai distinct et sous-titré, sur le rôle de l'éducation et, du moins pour le Canada, sur le niveau élevé d'analphabétisme civique. Sans une compréhension de base du rôle constitutionnel et une appréciation de l'institution elle-même, il est facile, par ignorance, de critiquer un symbole « archaïque » [TCO] et « colonial » [TCO] (ce dernier thème est examiné dans le dernier chapitre du livre sous le sous-titre « Décoloniser le passé colonial » [TCO]).

Il y a un historique utile et une discussion sur la politique britannique dans la deuxième décennie des années 2000, qui a culminé avec le vote favorable, bien que serré, du référendum sur le Brexit, qui a mis l'accent sur la « Grande-Bretagne globale. » [TCO] On y trouve des essais sur l'anglosphère, sur le retour du « C » dans le FCO (la discussion sur la question de savoir si le Commonwealth sera un jour plus qu'un « lieu de discussion utile » [TCO] est stimulante), sur l'Irlande, sur l'Écosse et, sous le sous-titre amusant « L'empire contre-attaque, » [TCO] ils traitent du sujet sérieux de la réserve élargie d'expertise et d'expérience que les pays du CANZUK peuvent représenter, mais qui est principalement à sens unique aujourd'hui avec les « Aussies, Kiwis et Canucks » nommés à des postes de haut niveau dans les institutions britanniques clés.

Dans la troisième grande partie de l'ouvrage, les auteurs oscillent entre un grand optimisme et des défis énormes. [TCO] Le sous-titre « La montée du CANZUK: Des cousins stratégiques dans un monde multi-polaire: du club post-impérial à une alliance internationale puissante. » [TCO], c'est l'expression de l'espoir d'une consolidation de la coordination des échanges, de la défense et de la politique étrangère, de la liberté de circulation et d'autres liens de plus longue durée. Plus récemment (2021), une lettre commune des leaders parlementaires du CANZUK a reconnu les avantages de leurs traditions communes, « l'engagement en faveur de l'État de droit et une histoire de collaboration dans la défense de la démocratie. » [TCO]

Les auteurs présentent les arguments des détracteurs du CANZUK et de ceux qui s'interrogent sur sa viabilité voire même son attrait, compte tenu, en partie, de l'existence d'autres groupements (p. ex. AUKUS, le Quad, l'entente de défense des cinq puissances du Commonwealth axé sur le Pacifique, le G-7) auxquels appartiennent un ou plusieurs des pays du CANZUK. Mais même dans ce cas, certains critiques reconnaissent que les « puissances moyennes » peuvent s'unir dans un environnement où les dictateurs sont de plus en plus agressifs. Dans les domaines de la défense et du renseignement, il existe une alliance privilégiée entre l'anglosphère et l'alliance de renseignement du Groupe des cinq dominée par les États-Unis. La discussion se poursuit et amène les auteurs à faire référence à la suggestion de l'historien Andrew Roberts selon laquelle le

CANZUK pourrait constituer un troisième pilier de la civilisation occidentale, les États-Unis et les états de l'Union européenne étant les deux autres. Le thème est approfondi par des discussions géopolitiques telles que la collaboration entre le Canada, l'Australie et le Royaume-Uni sur la conception d'un navire de guerre commun, l'accord AUKUS pour la construction de sous-marins nucléaires australiens basés sur la technologie britannique et américaine, et les perspectives de coopération entre le Royaume-Uni et le Canada en matière de surveillance et de défense dans le Grand Nord. Les auteurs suggèrent toutefois que « le CANZUK ne verra pas le jour par le biais d'une grande alliance ou d'un sommet formel [...] mais plutôt par le biais d'une accumulation régulière et cumulative d'accords et d'initiatives individuels. »

La mort de la reine Élisabeth, observent habilement les auteurs, a créé un paradoxe pour les détracteurs de la monarchie : « Des milliards de personnes pleurent la Reine, mais le monarque est considéré comme anachronique? » [TCO] Il s'agit d'une question provocatrice pour défier les sceptiques. Cela conduit à une discussion sur la vie exemplaire de feu la Reine en matière de service, de devoir et d'orientation morale, ce qui rend impossible, même pour les républicains les plus durs, de jeter l'opprobre sur elle. Cependant, ils peuvent encore douter de l'avenir d'un système de gouvernement aussi « antidémocratique. » [TCO] L'anticipation de la mort de la reine Élisabeth avait soulevé des questions autant chez les monarchistes que chez les antimonarchistes. Sa mort déclencherait-elle des appels au Canada et dans les autres anciennes colonies pour mettre fin au lien monarchique? La période qui s'est écoulée depuis sa mort a apporté un début de réponse avec la transition sans heurts vers le règne du roi Charles III, qui, de prince de Galles partisan et susceptible de commettre des erreurs, est devenu le monarque constitutionnel qu'il savait devoir devenir.

Les auteurs affirment que « le plus grand risque pour la monarchie aujourd'hui n'est pas tant que le roi Charles III reste un roi mondial, mais qu'il puisse survivre en tant que roi britannique ». [TCO] Il peut sembler déconcertant pour le lecteur de tomber sur un tel point après tout ce qui a été présenté jusqu'à présent comme le Commonwealth de la Couronne **durable**. Il s'agit toutefois d'une provocation utile à la réflexion. L'idée est que le Roi est également roi dans chacun des anciennes colonies distinctes, mais comment, soulignent à juste titre les auteurs en se référant au livre *Canada's Deep Crown*, autant d'éléments peuvent-ils exister dans ce qu'ils appellent « un domaine d'oppositions » [TCO] : « Héritaire et démocratique, individuel et institutionnel, il est à la fois national et britannique, il permet et empêche les changements constitutionnels, et il est un symbole du colonialisme et de l'indépendance. » [TCO] Je dirais que ces contradictions empêchent les personnes à l'esprit plus littéral de voir l'éclat subtil de la monarchie constitutionnelle, en rappelant les citations de Peter Boyce et Michael Ignatieff.

Les auteurs se demandent si les relations à l'intérieur du CANZUK « se renforceront davantage après le Brexit, ou si elles finiront par céder aux dictats modernes de l'anticolonialisme et de la décolonisation. » [TCO] Le premier ministre canadien, Justin Trudeau, s'est plus souvent excusé pour les fautes commises par son pays dans le passé qu'il n'a parlé de ses réalisations. Le journaliste canadien Jeffrey Simpson écrit que pour la plupart des élites canadiennes-anglaises et leurs institutions, « le passé du Canada est une triste litanie de péchés sans aucun triomphe de l'esprit humain ou de la générosité » [TCO]. M. Simpson ajoute : « Sous Justin Trudeau et la politique identitaire qu'il a adoptée, [le patriotisme] a presque entièrement disparu. » [TCO] La conséquence est un déclin de la fierté de la population du pays âgée de moins de trente ans. C'est probablement un facteur qui contribue aux crises de recrutement dans les forces armées du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni.

La conclusion des auteurs pose une question provocante : « La pierre du destin : Le principe héréditaire durera-t-il de façon durable pour les monarchies où le monarque n'y réside pas? » [TCO] Les auteurs examinent les perspectives pour les républicains et les nationalistes dans les pays du CANZ, en notant que, mis à part l'anomalie de la Barbade qui est devenue une république (sans référendum), la possibilité de supprimer la Couronne est plus difficile pour des raisons différentes dans chaque pays. Ils notent toutefois que « le départ d'une ancienne colonie clé constituerait presque certainement une grave menace existentielle pour les autres, » [TCO] comme l'a montré le soulagement du premier ministre canadien Jean Chrétien après l'échec du référendum australien de 1999.

À la fin de la discussion d'ouverture, les auteurs associent ce qu'ils croient être une deuxième question, plus importante que la première, concernant un monarque non-résident : « Les anciennes colonies supérieures du roi peuvent-elles continuer à développer leurs liens de reconversion? » [TCO] À ces deux questions, les auteurs répondent par un « oui très nuancé. » [TCO] Le « très » est curieux. Les activités des pays du CANZUK voient les avantages pratiques des relations plus étroites au cours de la dernière décennie, et maintenant, la motivation géopolitique. Les auteurs suggèrent que l'avenir du CANZUK est « non seulement prometteur, mais aussi de plus en plus inévitable » [TCO]. « La réalité est que les quatre nations du CANZUK ont besoin les unes des autres. » [TCO]

Comme le démontre amplement ce livre, il y a des hauts et des bas, mais l'extraordinaire résistance de la Couronne est évidente. « Dans une époque pleine de dangers, » remarquent les auteurs, « la résilience d'une institution ancienne qui a résisté à l'épreuve des temps immémoriaux a toutes les chances de perdurer face aux crises et aux bouleversements sans précédent de notre époque. » [TCO] Nous entendons cela comme un écho et une confirmation de la conclusion du message du Nouvel An 1937 de Lord Tweedsmuir, selon lequel « notre monarchie libre et démocratique est une pierre angulaire [...] et que, quel que soit l'occupant du trône, ce trône reste la chose la plus stable dans un monde instable. » [TCO].